

Communiqué. Le 02/02/2018.

L'Agence Française de Développement se moque des enjeux climatiques et des droits humains en Chine

L'Agence Française de Développement (AFD) a accordé un prêt de 41 millions d'euros au ministère des finances chinois, destiné à cofinancer la construction d'un système de cogénération adossé à une centrale à charbon de 660 mégawatts, dans la province chinoise du Xinjiang, où sévit en outre une répression intense, région soumise à un régime militaire particulièrement attentatoire aux libertés individuelles. Cet prêt est déjà en soi en contradiction complète avec les impératifs de préservation durable de l'environnement et montre l'absence complète de préoccupation de cette agence, qui dépend du gouvernement français, face à l'urgence climatique dans laquelle nous sommes à présents. Avec d'autres organisations, Solidaires a écrit à l'AFD : « La province du Xinjiang est aujourd'hui le laboratoire des autorités pour mettre en place un Etat de surveillance extrêmement attentatoire aux libertés individuelles. Selon un rapport publié par *Human Rights Watch* fin décembre 2017, le gouvernement chinois y procède à un fichage sanguin et ADN généralisé de la population. Les habitants, et notamment les Ouighours, sont soumis à des contrôles draconiens dès qu'ils passent un péage, entrent dans un centre commercial, ou simplement se promènent dans la rue. Il est désormais nécessaire d'obtenir une autorisation écrite du commissariat de police pour acheter un couteau de cuisine et un code QR situé sur la lame permet d'en identifier le propriétaire instantanément et à tout moment. L'ensemble de ces mesures est mis en place par le gouvernement provincial et l'armée. Le secteur énergétique étant un monopole d'Etat en Chine, et l'armée jouant un rôle essentiel dans l'économie du Xinjiang, accorder un prêt à une usine à charbon dans cette province reviendrait à soutenir l'armée populaire de Chine et le gouvernement provincial à l'heure où ils mettent en œuvre une politique d'une violence sans pareil ces dernières décennies ».

Pour ces raisons, nous condamnons la décision de l'AFD d'accorder ce prêt totalement irresponsable, cautionnant de fait le mépris de l'Etat chinois des droits humains.

Nous demandons au gouvernement français de montrer également un minimum de cohérence et de prendre en compte à la fois la situation d'urgence climatique dans laquelle nous sommes mais aussi le fait qu'on ne transige pas sur le respect des droits humains.

Pour en savoir plus, lire les articles sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/010218/l-afd-valide-son-pret-la-chine-lie-une-centrale-charbon>

A lire aussi, sur la situation des travailleurs et travailleuses en Chine et donc du non respect des droits humains par cet Etat, la déclaration du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (dont Solidaires est membre) :

<https://solidaires.org/En-Chine-a-Hong-Kong-et-partout-dans-le-monde-les-travailleurs-ne-sont-pas-des>